

Quelles perspectives pour la « ville au large » ?



Quelles perspectives pour la « ville au large » ?

Publié par Philippe Gargov dans [Banlieues](#), [Habitat](#), [Interview](#), [Renouvellement urbain](#), [Rural](#), [Transports](#)

L'omniprésence de la « ville intelligente » tendrait presque à faire oublier que ladite « ville » n'est pas la seule concernée. Les zones périurbaines – qui ne méritent d'ailleurs pas leur appellation – sont elles aussi confrontées à d'importantes mutations, en particulier numériques. C'est pour mieux comprendre ces transformations que nous avons interrogé [Martin Vanier](#), géographe, membre de l'équipe d'[Acadie](#), et spécialiste de ces questions trop souvent laissées pour compte.



Martin Vanier a notamment co-dirigé l'ouvrage « [Villes, territoires, réversibilités](#) ») et participé à l'animation du programme [Territoires 2040](#) pour le compte de la DATAR (cf. « [Le choix d'une prospective](#) »). C'est donc à travers ses multiples casquettes qu'il nous partage son regard aguerrri sur les enjeux et perspectives de ces territoires en pleine mue.

Quels sont les grands enjeux qui touchent les territoires périurbain français ? Quelles en sont les spécificités – notamment par rapport à la suburbia nord-américaine ?

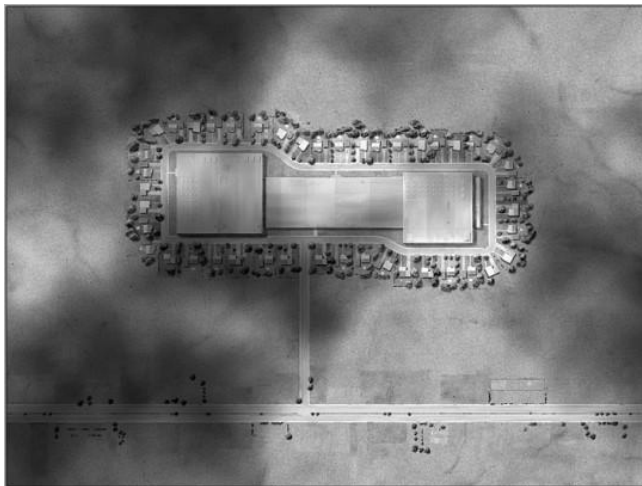
La spécificité de chaque contexte périurbain (les Américains l'appellent en effet la *suburbia*, en Italie du nord on parle de *citta diffusa*, et ainsi de suite en Allemagne, Grande Bretagne, etc.) tient à la spécificité des deux réalités dont il procède : la ville, d'où l'urbanisation se diffuse, et la campagne, qui l'accueille. Les villes et les campagnes françaises ont leur spécificité, donc le [périurbain français](#) aussi. On peut même distinguer des modèles régionaux, bien différents par les modes d'habiter, les paysages, les structures spatiales.

Ce qui caractérise la France, c'est par exemple son semis très régulier de villes et villages, qui sont autant d'émetteurs et récepteurs de périurbanisation, le tout en appui sur un [réseau viaire](#) très dense, même comparé à nos voisins immédiats. Du coup, nous avons affaire à une périurbanisation par petits paquets, qui est beaucoup dans le mitage, lequel est également une résultante de notre structure foncière, issue de la conquête de la propriété par la paysannerie suite à la Révolution française.

Quelles perspectives pour la « ville au large » ?

Une autre caractéristique que l'on peut retenir, c'est la faiblesse de notre tradition concernant l'habitat urbain individuel. Nos villes, même petites, sont denses. Les parties de ces villes couvertes par l'habitat individuel sont l'héritage des extensions faubouriennes du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècles et sont généralement de faible qualité. Du coup, notre savoir-faire en matière d'urbanisme de la maison individuelle est moindre que celui de bien de nos voisins européens (en particulier d'Europe du nord).

Tout cela (et il faudrait détailler encore) forme un « périurbain à la française ». Reste que l'on peut aussi y lire des phénomènes absolument universels de report de densité et d'urbanisation généralisée, issus de la révolution des mobilités.



Alors, quels enjeux ? Il y a une réponse toute prête dans laquelle on attendrait que soient affirmés l'enjeu foncier de préservation de terres agricoles, l'enjeu énergétique de la mobilité durable, l'enjeu social de la cohésion, l'enjeu culturel, voire esthétique, de territoires qui seraient en train de s'enlaidir, etc. C'est une réponse tellement politiquement correcte, qu'il ne me semble pas nécessaire de la répéter ici. Elle mériterait d'ailleurs une discussion approfondie, un peu comme on a beaucoup approfondi les enjeux de la ville telle qu'elle explosait aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, avec des

foules de problèmes dramatiques, avant que de mutations en mutations on en vienne à glorifier cette urbanité qui ferait aujourd'hui tant défaut dans les périphéries éloignées.

Alors certes, les enjeux sont tout ce que l'on sait sur les défauts majeurs de cette nouvelle génération d'urbanisation que l'on appelle – de plus en plus improprement – le périurbain. Mais dans la mesure où ces défauts n'ont pas l'air de ralentir beaucoup l'engouement dont ce périurbain continue à être l'objet, je dirai que l'enjeu de fond, c'est de parvenir à en dire collectivement le sens. Non pas le sens de ce que chacun vient y réaliser individuellement, avec son projet immobilier, ou sa recherche d'une solution hors de la ville, ou toute autre motivation personnelle ; mais le sens du collectif que la somme des projets individuels pourrait constituer, à condition que chacun d'eux comprenne à quoi il pourrait concourir.

Le grand enjeu du périurbain est donc politique. Au sens de la capacité à construire une « cité », une citoyenneté, un sens commun, des communautés, et non pas sur le mode du repli et de la soustraction. C'est bien sur le mode de l'insertion dans le vaste univers des villes et des campagnes, et de la contribution à ce monde global.

Vous défendez notamment l'idée d'un « projet périurbain ». Quelles formes cela peut-il prendre ? Comment recréer de la centralité dans ces « banlieues molles », telles qu'Eric Chauvier les appelle ? N'y a-t-il pas, d'ailleurs, un problème sémantique autour de la définition même du périurbain ?

Il faut construire avec les acteurs du périurbain le contenu de ce qui peut faire projet collectif dans le territoire concerné. Il n'y a pas de modèles tout prêts, d'une part à cause de la diversité des situations périurbaines, d'autre part à cause de l'absence de vision préalable, comme l'urbanisme a pu en porter pour les villes elles-mêmes (pour le meilleur et pour le pire, d'ailleurs).

Quelles perspectives pour la « ville au large » ?

Je note seulement qu'il est difficile de commencer frontalement ce projet par les questions de l'**habitat**, du logement, de l'urbanisme à la parcelle etc., dans la mesure où c'est précisément sur ces sujets que les périurbains sont venus chercher une pseudo liberté d'action loin des villes. Je suggérerais plutôt d'aller les chercher pour les remettre dans une dynamique collective qui fasse projet, en se référant à d'autres enjeux que ceux, tant rebattus, de la forme urbaine qu'il s'agirait de modifier. Elle se modifiera forcément dans la durée, mais il faut en parallèle créer ou recréer des champs de valeurs communes sur des sujets qui rassembleront les périurbains, plutôt qu'ils ne les stigmatiseront.

Je pense d'abord à l'accès à la nature et sa reconnaissance comme un nouvel espace public, avec toutes les valeurs qui lui seraient liées. Je pense aussi aux services éco-systémiques qui peuvent faire l'objet de valorisations collectives très motivantes, pour le périurbain et pour les territoires voisins. Je pense enfin à la **mobilité**, qui est le facteur diffusant et à propos de laquelle les esprits sont mûrs pour sortir du monde exclusif de la voiture personnelle.



Quant à mon point de vue sur la sémantique du périurbain, il est clair que je partage la quête de mes collègues chercheurs, nombreux à avoir fait des propositions pour sortir de la définition telle que l'**INSEE** l'a imposée, sans autre motivation que statistique. Le périurbain n'est plus si péri-, ni même si urbain parfois. Il serait raisonnable de ne pas chercher le remplaçant unique, et d'accepter d'aller dans la voie de la diversification des termes, des notions, des concepts, pour rendre compte de la richesse de la réalité, aussi dysfonctionnelle soit-elle.

J'ai proposé moi-même de parler de « **tiers-espace** » (je ne suis pas le premier sur ce terme), et j'aime bien la notion de « **ville au large** » pour les contextes très métropolisés. Mais en dehors d'eux, je pense qu'il faut accepter de retravailler la question rurale, pour aller voir sans a priori ce que les contemporains y mettent, pragmatiquement.

Bref, la sémantique périurbaine a encore de beaux jours devant elle.

Sur un plan plus prospectif, quelle pourrait être la place du numérique dans ce projet périurbain ? Quelle place occupe-t-il actuellement dans les réflexions sur le développement des territoires métropolitains et périphériques ?

Quelles perspectives pour la « ville au large » ?

Je crains de dire des banalités, mais c'est peut-être aussi parce qu'une partie de la réalité numérique du périurbain est bel et bien banal. Le numérique, c'est l'accès à distance, sans être pour autant l'alternative à toutes les mobilités physiques. On le sait : plus on se connecte, plus on interagit, plus on intensifie ses relations de tous ordres, et plus on a de chances de les voir générer des déplacements.

A priori, je ne ferais pas de grande différence entre les enjeux du numérique dans l'urbain dense et constitué, et l'urbain diffus en voie d'expansion. Le numérique est plutôt un des facteurs qui les met de plus en plus étroitement en système, l'un avec l'autre. Tout le monde a compris que nous ne faisons que commencer une formidable révolution informationnelle, cognitive, relationnelle, sociale, d'ailleurs annoncée avec plus ou moins d'acuité par les prospectivistes des années 1950-60.

Ce n'est pas l'instance transformatrice unique, ni même principale (il n'y en a pas, c'est toute la raison de la complexité contemporaine), mais c'en est une passionnante et très rapide. Je note, comme tout le monde, que son vecteur majeur est actuellement le téléphone portable, plus que le PC de la première phase. Voyons voir les suivantes.

En tant que responsable scientifique de Territoires 2040 [ndrl : erreur corrigée par Martin Vanier], vous défendez une vision de la prospective qui s'éloigne quelque peu des méthodologies « traditionnelles » de cette discipline. Quels sont les finalités d'une telle méthode ?

Je n'étais pas « responsable scientifique » mais conseiller en méthodologie, pour éviter que les différents groupes de travail ne divergent trop dans leurs modes de faire de la prospective. Je ne suis pas prospectiviste et ne me réclame pas de ce savoir-faire. C'est sans doute la raison pour laquelle on m'a demandé de proposer un cadre de travail simple, vite appréhendable par tous, donnant des résultats rapidement utilisables.

Je n'ai rien inventé, j'ai – je l'avoue – plutôt proposé des méthodes « dégradées » en empruntant aux techniques connues. Le travail s'est fait « à dire d'acteurs », dans des groupes d'une trentaine de présents réunis cinq ou six fois de suite, où l'objectif est d'abord de produire des « bribes de futur » : des toutes petites hypothèses prospectives, une à une, patiemment, interventions après interventions, avant de nous livrer à un exercice d'agrégation progressive, qui fait émerger au final quelques scénarios par un jeu de combinaisons.

Les scénarios sont exploratoires : ni « noirs », ni « roses », ni souhaitables, ni inacceptables, ils sont comme dans la vraie vie : un mélange de choses souhaitées ou non souhaitées. Les points de vue de chacun divergeant à cet égard, d'ailleurs. Ils racontent ce qu'on pourrait appeler les « ordres de contradictions » auxquels nous pourrions être confrontés demain. Ils proposent des horizons, si possible paradoxaux et jusqu'alors impensés, qui invitent à l'anticipation. Ils ne prescrivent rien. Ils sont, au fond, comme une gymnastique de nos représentations, pour les assouplir et les extraire de ce que le présent nous impose comme visions du futur.

Quelles perspectives pour la « ville au large » ?



Plus généralement, quel doit être le rôle de la prospective dans les sciences de la ville ? Comment favoriser son inclusion dans ce cénacle de disciplines parfois jugées (à tort ou à raison) comme trop retranchées sur elles mêmes ?

Je préfère répondre quant à l'importance de la prospective pour tous les domaines de la société contemporaine, et pas seulement pour les « sciences de la ville ». Cette posture (science ? technique ?) qu'est la prospective est comme la nouvelle frontière de la conquête par les sociétés de leurs « droits à disposer d'elles-mêmes ». Faire du futur un débat, un domaine de savoirs, un champ d'inscription de nos rationalités, l'objet de nouvelles exigences à anticiper, me semble être une vraie preuve de progrès humain. Les sociétés encore « dans la main de dieu » ne font pas de prospective.

Dans un premier temps, la prospective passe pour une fonction savante, experte, rare et assez mystérieuse, sinon inquiétante – elle

alimente l'inquiétude en prédisant des futurs qui font peur. Mais progressivement, elle devient le cadre à travers lequel nous pouvons nous projeter collectivement dans des futurs possibles (probables ? souhaitables ?) en faire l'objet de débat démocratique, et rajouter à la démocratie l'ambition de l'anticipation. Ce n'est donc pas que l'affaire des sciences et des disciplines, même s'il serait bon que toutes les sciences de l'action, et celles de la ville parmi elles, construisent et diffusent des savoirs de l'anticipation.